



2020-2022

FRA

**DOCUMENT DE
PROGRAMMATION
*MODIFICATION N° : 1***



SECTION 3 : PROGRAMME DE TRAVAIL ANNUEL 2020

Programme stratégique A

SOCIÉTÉS JUSTES ET ÉQUITABLES

Domaine d'activité 2 : Intégration et inclusion sociale des Roms

A 2.1 – Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine « Intégration et inclusion sociale des Roms »

Programme stratégique A : DES SOCIÉTÉS JUSTES ET ÉQUITABLES Domaine d'activité 2 : Intégration et inclusion sociale des Roms	PRIORITÉ 1	Début : 01/01/2017	STATUT : en cours	TYPE : pluriannuel
---	----------------------	------------------------------	-----------------------------	------------------------------

PERTINENCE POLITIQUE ET VALEUR AJOUTÉE DU PROJET

La recommandation du Conseil du 9 décembre 2013 relative à des mesures efficaces d'intégration des Roms dans les États membres invite ces derniers à recourir au soutien de la FRA pour élaborer et appliquer des indicateurs de référence ou méthodes pertinents afin de contrôler et de mesurer les progrès en matière d'intégration des Roms. En réponse à la recommandation, l'agence a mis en place l'infrastructure nécessaire pour fournir une assistance technique et un soutien au renforcement des capacités dans le domaine de l'intégration des Roms. Elle a apporté un appui aux États membres et à la Commission pour assurer un suivi et rédiger des rapports sur l'égalité et l'inclusion des Roms au moyen d'analyses et de l'élaboration d'un portefeuille d'objectifs et d'indicateurs reflétant l'intégration des Roms dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la santé (y compris du handicap) et du logement, de la discrimination et de l'antitsiganisme, et en accordant une attention particulière aux enfants et aux femmes.

S'appuyant sur les travaux de recherche pertinents de la FRA et sur les données recueillies dans le cadre d'enquêtes ciblant spécifiquement les Roms, le projet continuera à fournir une expertise et une assistance technique sur demande pour contribuer à l'intégration des Roms pendant la période de programmation de l'UE ultérieure à 2020. En particulier, il continuera à soutenir les efforts déployés par les États membres pour élaborer des ensembles de données nationaux cohérents et à suivre les progrès réalisés en matière d'égalité et d'inclusion des Roms. Il aidera également la Commission européenne à évaluer les progrès réalisés à cet égard. Dans ce contexte, le projet bénéficie de la coopération à son niveau, avec les subventions de l'EEE/de la Norvège, pour le développement de nouvelles méthodes de collecte de données sur la situation des populations difficiles à atteindre, dont les résultats pourraient être utilisés pour la définition des indicateurs des droits fondamentaux, ainsi que pour soutenir le développement de modalités d'engagement participatif au niveau local.

OBJECTIFS DU PROJET

- Fournir des avis (à la demande) et des conseils fondés sur des données probantes ;
- Apporter une contribution analytique à l'évaluation par la Commission des progrès réalisés en matière d'intégration des Roms et de planification politique ;
- Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de lignes directrices sur les données relatives à l'égalité dans les États membres ;
- Améliorer la capacité des parties prenantes à utiliser les données dans le processus d'élaboration des politiques ;
- Soutenir le suivi et l'établissement de rapports sur l'intégration des Roms aux niveaux de l'UE et national « et contribuer à la conception du plan de suivi de l'intégration des Roms après 2020 » ;
- Publier des analyses et des documents basés sur les supports existants, le cas échéant, et actualiser certaines publications ;
- Mettre les conclusions de la FRA à la disposition des décideurs politiques d'une manière proactive et s'investir dans des activités de sensibilisation, de communication et de coopération pertinentes ;
- Parfaire et mettre à jour les indicateurs de l'UE relatifs aux droits mesurant l'écart entre les Roms et les non-Roms dans l'accès à l'éducation, à l'emploi, à la santé et au logement, ainsi que la discrimination, et l'antitsiganisme et les alimenter avec des données de 2011, 2016 et 2018; ainsi que sur des questions spécifiques relatives à ce domaine et à des projets spécifiques. Les indicateurs tiendront compte des obstacles particuliers auxquels les femmes roms sont confrontées.

LIEN AVEC LES PILIERS STRATÉGIQUES DE LA FRA

Ce projet est lié à l'ensemble des piliers stratégiques de la FRA 2018-2022.

PLAN DE PROJET POUR 2020

ACTIVITÉS	PRODUITS
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fourniture d'une assistance technique sur demande à la Commission européenne et aux États membres sur les questions liées au suivi de l'intégration et de l'inclusion des Roms ; ➤ Renforcement des capacités des parties prenantes aux niveaux national et local afin d'appliquer les données dans le processus d'élaboration des politiques ; ➤ Transmission des résultats des recherches aux décideurs clés aux niveaux de l'UE et national, ainsi qu'aux autres parties prenantes concernées ; ➤ Élaboration d'analyses et de séances d'information ciblées ; ➤ Réimpression de rapports existants, le cas échéant ; ➤ Publication de documents supplémentaires ; ➤ Participation à des réunions et événements. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Méthodologies pour les indicateurs de suivi, les modèles de rapport et les profils de pays ; ➤ Portefeuille d'objectifs et d'indicateurs en matière d'égalité et d'inclusion des Roms incluant les domaines d'action prioritaires en faveur de l'intégration des Roms ; ➤ Conseils d'experts à l'intention des parties prenantes en ce qui concerne la mise en œuvre du cadre des indicateurs d'intégration des Roms post-2020 ; ➤ Mise à jour (intégrale ou partielle) de certaines publications ; ➤ Élaboration et présentation d'avis, de documents, d'exposés pertinents et d'autres contributions.
	GROUPES CIBLES ET BÉNÉFICIAIRES
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Parlement européen, Conseil de l'Union européenne, Commission européenne; ➤ États membres, y compris les autorités et les collectivités locales ; ➤ PCNR, INDH/organismes de promotion de l'égalité ; ➤ Agences spécialisées, agences de l'UE; ➤ Société civile et organisations professionnelles.

RESSOURCES PRÉVUES POUR 2020

Ressources humaines		Ressources financières		1 ^{re} priorité	2 ^e priorité	3 ^e priorité
		<i>Recherche et données</i>		-	-	-
<i>Agents temporaires</i>	2,62	<i>Assistance technique et renforcement des capacités</i>		55,000	-	76,695
<i>Agents contractuels</i>	0,77	<i>Coopération institutionnelle et réseaux</i>		-	-	-
<i>END</i>	0,14	<i>Communications et événements</i>		-	-	-
Total	3,53	Total		55,000	-	76,695

Domaine d'activité 4 : Droits de l'enfant

A 4.3 – Expériences des enfants et des jeunes en matière de respect des droits fondamentaux – ventilation des données dans les enquêtes existantes de la FRA

Programme stratégique A : DES SOCIÉTÉS JUSTES ET ÉQUITABLES	PRIORITÉ	Début :	STATUT :	TYPE :
Domaine d'activité 4 : Droits de l'enfant	1	1.1.2020	NOUVEAU	pluriannuel

PERTINENCE POLITIQUE ET VALEUR AJOUTÉE DU PROJET

Une série d'enquêtes et d'études menées par la FRA ont souligné la vulnérabilité particulière de certains enfants et de certains jeunes dans l'UE en matière de droits fondamentaux.

Le programme stratégique de l'UE 2019-2024 reconnaît la vulnérabilité particulière des jeunes en ce qui concerne les inégalités¹. Il servira de cadre pour les politiques de l'UE dans les années à venir. Sur la base de la résolution du Conseil du 26 novembre 2018, l'UE a élaboré la stratégie de l'Union européenne en faveur de la jeunesse, qui forme le cadre de la coopération de l'UE dans le domaine de la politique de la jeunesse pour 2019-2027. Elle vise à rapprocher l'UE des jeunes et à l'aider à régler les problèmes qui les préoccupent, notamment en recueillant des données solides et fiables sur ces questions particulières (lors d'enquêtes par exemple), et des données administratives. Compte tenu de la future garantie pour l'enfance de l'UE, le projet pourrait soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.

Le projet rendra compte de la situation des enfants et des jeunes en matière de droits fondamentaux en ventilant les données concernant les groupes d'âge des 16 à 24 ans issues des enquêtes existantes menées par l'agence. Si cela est réalisable, des groupes d'âge plus jeunes seront inclus (concernant les Roms par exemple), et une ventilation par âge plus détaillée sera effectuée (de 15 à 19 ans pour l'enquête LGBTI II par exemple). L'agence réalisera une analyse statistique des ensembles de données disponibles dans l'EU-MIDIS II et dans les enquêtes sur les Roms, sur les personnes LGBTI (II) et sur les droits fondamentaux, afin de comprendre leur sensibilisation aux droits, leur expérience de la discrimination potentielle et leur utilisation des mécanismes de traitement des plaintes. En s'appuyant également sur l'enquête sur les droits fondamentaux, l'analyse permettra de comparer la situation des jeunes vivant dans des situations vulnérables (tels les Roms, les personnes LGBTI et les migrants) avec celle des jeunes issus de la population générale. Les données seront disponibles en 2020.

OBJECTIFS DU PROJET

- Fournir aux parties prenantes concernées (voir les groupes cibles) une vue d'ensemble, fondée sur des données probantes, de la situation des jeunes dans l'UE (en particulier des jeunes en situation de vulnérabilité) et formuler des avis de la FRA afin d'éclairer l'élaboration de politiques efficaces ;
- Promouvoir, parmi les parties prenantes, les responsables politiques et les décideurs de l'UE, l'importance de la participation des jeunes et de la réponse à leurs préoccupations dans l'UE ;
- Soutenir les efforts déployés par l'UE pour renforcer la participation des enfants et des jeunes dans la vie politique et démocratique en vue de l'application de la stratégie de l'Union européenne en faveur de la jeunesse 2019-2027 et de la poursuite des 11 objectifs en la matière ;
- Soutenir les efforts déployés par l'UE pour construire des sociétés plus inclusives ;
- Soutenir les efforts déployés par l'UE pour lutter contre la radicalisation des jeunes.

LIEN AVEC LES OBJECTIFS PLURIANNUELS DE LA FRA

Ce projet est lié aux piliers stratégiques 1 à 4 de la FRA.

PLAN DE PROJET POUR 2020

ACTIVITÉS	PRODUITS
<ul style="list-style-type: none"> Analyses ciblées des données existantes issues des enquêtes de la FRA (par l'intermédiaire de FRANET dans la mesure du possible) pour les groupes d'âge de 16 à 24 ans ; Si cela est possible, ventilation par âge plus détaillée pour les enfants ; Rédaction d'un rapport ciblé sur les expériences des jeunes en matière de droits fondamentaux dans l'UE ; Communication des expériences vécues par des jeunes se trouvant dans des situations particulièrement vulnérables ainsi que par la population dite générale aux responsables politiques à l'échelon européen et national ; Consultation avec des jeunes tout au long du projet en ce qui concerne les meilleures approches en matière de pertinence, de priorités et d'activités de sensibilisation au moyen de consultations en ligne et de réunions (virtuelles) ; Réunions avec des partenaires de coopération et des acteurs pertinents ; Présentations sur les conclusions et les messages clés. 	<ul style="list-style-type: none"> Données ventilées sur la jeunesse accessibles en 2020 ; Contribution ciblée (communication de conclusions et recommandations) aux réunions et aux activités de sensibilisation et de renforcement des capacités.
	GROUPES CIBLES ET BÉNÉFICIAIRES
	<ul style="list-style-type: none"> Bénéficiaires représentant les enfants et les jeunes, les jeunes Roms, les jeunes migrants et les jeunes LGBTI ; Parlement européen, Conseil, Commission européenne et autres agences et organes de l'UE ; Autorités nationales ; Institutions nationales de défense des droits de l'homme, organismes de promotion de l'égalité, médiateurs (y compris pour les enfants) ; Agences spécialisées ; Autres organisations intergouvernementales, telles que le Conseil de l'Europe, l'UNICEF, le HCDH, etc. ; Société civile, y compris le Forum européen de la jeunesse, EUROCHILD, etc. ; Professionnels travaillant avec des enfants et des jeunes.

RESSOURCES PRÉVUES POUR 2020

Ressources humaines		Ressources financières	1 ^{re} priorité	2 ^e priorité	3 ^e priorité
Agents temporaires	0,50	Recherche et données	48,000	-	10,000
Agents contractuels	-	Assistance technique et renforcement des capacités	10,000	-	-
END	-	Coopération institutionnelle et réseaux	-	-	-
		Communications et événements	-	-	-
Total	0,50	Total	58,000	-	10,000

¹ Conseil de l'Union européenne : « Un nouveau programme stratégique 2019-2024 », à l'adresse : https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2019/06/20/a-new-strategic-agenda-2019-2024/?utm_source=dsms-auto&utm_medium=email&utm_campaign=A+new+strategic+agenda+2019-2024 [page téléchargée le 21 juin 2019]

Domaine d'activité 1: Migration, frontières, asile et intégration des réfugiés et des migrants

C 1.1 – Fournir une expertise en matière de droits fondamentaux dans le domaine des affaires intérieures

Programme stratégique C : **MIGRATION ET ASILE**

Domaine d'activité 1: **Migration, frontières, asile et intégration des réfugiés et des migrants**

PRIORITÉ 1

Début :
01/01/2017

STATUT :
en cours

TYPE :
pluriannuel

PERTINENCE POLITIQUE ET VALEUR AJOUTÉE DU PROJET

Ce projet consiste à suivre des activités menées dans le cadre de projets antérieurs et couvre les demandes de soutien ad hoc formulées par les institutions de l'Union européenne, ainsi que des initiatives prises dans le cadre de la mise en œuvre des accords de coopération avec les agences chargées de la justice et des affaires intérieures. Les activités principales menées dans le cadre du projet consisteront à communiquer les conclusions des recherches et à fournir une expertise en matière de droits fondamentaux aux organismes et institutions de l'UE dans des domaines tels que l'asile, la gestion des frontières, les systèmes d'information de l'UE, le trafic de migrants et la traite des êtres humains, les formes graves d'exploitation par le travail des travailleurs migrants, le rapatriement et la réadmission, les évaluations Schengen et l'intégration des réfugiés/migrants. Des conseils fondés sur des éléments probants seront également fournis à d'autres décideurs politiques selon les besoins, en particulier au niveau national. De même, la FRA réalisera des recherches et analyses ciblées, élaborera ou mettra à jour des rapports, des manuels et/ou des orientations en matière de droits fondamentaux ou d'autres instruments de renforcement des capacités. La FRA participera à des réunions de coordination avec les agences chargées de la justice et des affaires intérieures (JAI) et à des réunions d'experts organisées par la Commission européenne. Le projet permet également à la FRA de participer activement au forum consultatif de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes et de l'EASO, de mettre en œuvre la déclaration commune 2018 d'engagement d'agences de l'UE à lutter contre la traite des êtres humains et de proposer des conseils spécialisés et un soutien aux services du CEPOL, de l'ECDC, de l'EASO, de l'eu-LISA, d'Europol, d'Eurojust et de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, en étroite coopération avec la Commission.

OBJECTIFS DU PROJET

- Partager des preuves tangibles lorsqu'il existe un déficit de connaissances, en particulier sur les questions relatives aux droits fondamentaux en lien avec les systèmes d'information à grande échelle, l'intégration des réfugiés, la gestion des frontières, les retours et d'autres questions politiques pertinentes ;
- Répondre efficacement aux demandes d'expertise en matière de droits fondamentaux émanant d'institutions de l'UE ;
- Conseiller la Commission européenne, les États membres et l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur les méthodes d'intégration des droits fondamentaux dans les évaluations Schengen ;
- Fournir des conseils opportuns et solides sur le plan juridique à l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, à l'EASO, à l'eu-LISA, à Eurojust, ainsi qu'à Europol, au CEPOL et à l'ECDC, concernant l'application des droits fondamentaux dans leurs domaines d'activité respectifs ;
- Élaborer des outils et des orientations pratiques.

LIEN AVEC LES PILIERS STRATÉGIQUES DE LA FRA

Ce projet est lié à l'ensemble des piliers stratégiques de la FRA.

PLAN DE PROJET POUR 2020

ACTIVITÉS	PRODUITS
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Collecter et analyser des données ; ➤ Élaborer des rapports, des manuels et d'autres publications et/ou mettre à jour d'anciennes publications ou des parties de celles-ci ; ➤ Traduire et réimprimer les rapports existants, selon les besoins ; ➤ Formuler des avis juridiques à la demande des institutions européennes ; ➤ Élaborer des outils et des orientations pratiques ; ➤ Participer et fournir des contributions sur mesure aux groupes de travail du Conseil, aux auditions de la Commission LIBE du Parlement européen, aux réunions d'experts organisées par la Commission européenne ou des agences de l'UE ainsi qu'à d'autres événements soigneusement choisis ; ➤ Dispenser des formations et accompagner les missions d'évaluation Schengen sur le terrain en qualité d'observateur, à la demande éventuelle de la Commission ; ➤ Examiner les projets de documents transmis à la FRA par des parties prenantes pour commentaires ; ➤ Organiser des réunions d'experts, le cas échéant ; ➤ Participer activement au forum consultatif de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes et de l'EASO ; ➤ Participer au groupe des agences JAI concernant les points de contact sur la traite des êtres humains ; ➤ Mettre en œuvre des accords de coopération avec l'EASO, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes et l'eu-LISA, et fournir des avis d'experts au CEPOL et à Europol, le cas échéant. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise à jour du manuel de la FRA et de la Cour européenne des droits de l'homme (CouEDH) ; ➤ Production d'au moins deux nouveaux rapports (ou mises à jour d'anciens rapports) portant sur des questions liées à la politique ; ➤ Publication des résultats des recherches sur support papier et/ou sous forme électronique ; ➤ Formulation de trois avis juridiques au maximum (si des institutions de l'UE en font la demande) ; ➤ Publication d'environ 50 articles ; ➤ Envoi de 20 contributions sur mesure sous la forme de documents législatifs, politiques ou autres à des institutions de l'UE ; ➤ Fourniture d'une expertise en matière de droits fondamentaux à l'EASO, à l'eu-LISA, à l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes et/ou à d'autres agences de l'UE dans le cadre de 10 dossiers, en ce qui concerne en particulier la protection des enfants et les personnes vulnérables ; ➤ Guide des documents de la FRA sur les systèmes d'information de l'UE et les données biométriques et éventuellement sur d'autres domaines de travail ; ➤ Participation aux réunions du forum consultatif de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes et de l'EASO et partage d'expertise ; ➤ Fourniture de formation et de soutien aux évaluateurs Schengen sur demande.
<h4>GROUPES CIBLES ET BÉNÉFICIAIRES</h4> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Institutions, organes et agences de l'UE ; ➤ Autorités des États membres. 	

RESSOURCES PRÉVUES POUR 2020

Ressources humaines		Ressources financières	1^{re} priorité	2^e priorité	3^e priorité
		<i>Recherche et données</i>	190,000	-	-
<i>Agents temporaires</i>	2,92	<i>Assistance technique et renforcement des capacités</i>	85,000	-	263,398
<i>Agents contractuels</i>	2,14	<i>Coopération institutionnelle et réseaux</i>	-	-	-
<i>END</i>	0,19	<i>Communications et événements</i>	-	-	-
Total	5,25	Total	275,000	-	263,398

Domaine d'activité 1 : Projets et activités couvrant tous les domaines du cadre pluriannuel

E 1.4 Forum des droits fondamentaux 2021

Programme stratégique E : **COMMUNICATION SUR LES DROITS**
 Domaine d'activité 1 : **Projets et activités couvrant tous les domaines du cadre pluriannuel**

PRIORITÉ 1

Début : 01/01/2020

STATUT :
NOUVEAUTYPE :
pluriannuel

PERTINENCE POLITIQUE et VALEUR AJOUTÉE du PROJET

En 2021, l'agence organisera pour la troisième fois son Forum des droits fondamentaux sous la forme d'un événement de deux jours. Cette manifestation réunira jusqu'à 500 participants, des professionnels du terrain aux décideurs politiques et législateurs européens de premier plan, en passant par les jeunes, qui y joueront un rôle important.

Les discussions qui auront lieu au sein du Forum contribueront à de grands débats concernant les priorités de l'UE qui ont une incidence sur les droits de l'homme. Le Forum s'adressera à divers publics et encouragera l'échange d'idées en vue d'un échange critique de points de vue et d'expériences. Ainsi, il incite à passer à l'action en abordant de front, par un dialogue public intense, les défis majeurs en matière de droits de l'homme et en encourageant une coopération et une mise en réseau plus étroites entre les institutions et organismes de défense des droits de l'homme, la société civile et les partenaires sociaux. Le Forum ouvrira des perspectives de mise en réseau et de renforcement des partenariats entre les titulaires de droits, notamment les jeunes, leurs divers communautés et les institutions de l'UE.

Le contenu du Forum sera développé en 2020 par la consultation des acteurs institutionnels concernés et de la société civile. Dans le cadre du développement du Forum, l'agence veillera à l'intégration des questions liées au genre, aux enfants et aux jeunes, ainsi qu'aux personnes handicapées.

OBJECTIFS DU PROJET

- Mettre en place un forum pour la mise en réseau et le partage d'idées et de pratiques encourageantes
- Faciliter les échanges entre les parties prenantes de la FRA et rechercher de nouveaux moyens innovants de nouer un dialogue avec elles

LIEN AVEC LES PILIERS STRATÉGIQUES DE LA FRA

Ce projet est lié aux piliers stratégiques 1, 2, 4 et 5 de la FRA.

PLAN DE PROJET POUR 2020

ACTIVITÉS	PRODUITS
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Élaborer un calendrier d'activités jusqu'à la date convenue au printemps 2021 pour placer le Forum sur la carte des manifestations internationales, régionales et nationales ; ➤ Sélectionner et réserver un lieu spécifique pour le Forum des droits fondamentaux 2021 ; ➤ Conceptualiser et organiser une série de dialogues citoyens destinés à éclairer les discussions au sein du Forum ; ➤ Mener des activités de communication stratégique visant à atteindre le plus de publics possibles et à nouer le dialogue avec les parties prenantes et les publics cibles. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Concept pour le Forum des droits fondamentaux 2021 ; ➤ Dialogues citoyens dans certains États membres ; ➤ Réservation du lieu.
	GROUPES CIBLES ET BÉNÉFICIAIRES
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Organisations internationales et intergouvernementales de défense des droits de l'homme ; ➤ Décideurs politiques (de l'UE, nationaux, régionaux, locaux) ; ➤ Législateurs (de l'UE et nationaux) ; ➤ Organismes de défense des droits de l'homme (INDH, organismes de promotion de l'égalité) ; ➤ Experts des droits de l'homme et groupes de réflexion ; ➤ Organisations de la société civile, y compris les ONG religieuses et confessionnelles, et les organisations artistiques ; ➤ Secteur des services et organisations et réseaux de soutien aux victimes ; ➤ Secteur des entreprises et industries, y compris les organisations patronales et syndicales ; ➤ Organisations de la jeunesse et influenceurs.

RESSOURCES PRÉVUES POUR 2020

Ressources humaines		Ressources financières	1 ^{re} priorité	2 ^e priorité	3 ^e priorité
			<i>Recherche et données</i>	-	-
<i>Agents temporaires</i>	1,17	<i>Assistance technique et renforcement des capacités</i>	-	-	
<i>Agents contractuels</i>	1,24	<i>Coopération institutionnelle et réseaux</i>	-	-	
<i>END</i>	0,80	<i>Communications et événements</i>	200,000	-	360,000
Total	3,21	Total	200,000	-	360,000

Autres activités couvrant tous les domaines du cadre pluriannuel

O 1.2 Collecte de données complémentaires et autres activités pour le soutien des avis fondés sur des éléments probants destinés aux parties prenantes

<i>Autres activités couvrant tous les domaines du cadre pluriannuel</i>	PRIORITY 1	Date de début : 01/01/2018	STATUT : en cours	TYPE : pluriannuel
---	------------	-------------------------------	----------------------	-----------------------

PERTINENCE POLITIQUE et VALEUR AJOUTÉE du PROJET

Le travail de recherche de la FRA ainsi que ses activités de coopération avec les parties prenantes sont réalisés dans le cadre du budget de projets spécifiques. Dans ce cadre, les crédits sont destinés à couvrir des éléments livrables et des mesures portant sur des questions et des événements survenant durant l'exercice en cours, par exemple des réponses aux requêtes de parties prenantes demandant l'aide et l'expertise de l'agence, des réponses à des demandes en vue d'événements conjoints (par exemple par les Présidences de l'UE), des données ou informations complémentaires requises par des projets de recherche qu'il n'était pas possible de prévoir, des données et des informations complémentaires pour le rapport sur les droits fondamentaux, des réunions ad hoc d'experts, y compris des réunions générales d'information/de coordination avec les contractants FRANET. Voici quelques exemples récents de demandes ponctuelles de ce type :

- le rapport « Respect for and protection of persons belonging to minorities 2008-2010 » (Respect et protection des personnes appartenant à des minorités 2008-2010) préparé à la demande du Parlement européen et publié en septembre 2011 ;
- le séminaire d'experts conjoint avec la Présidence hongroise intitulé « Protecting victims in the EU: The Road Ahead » (La protection des victimes dans l'UE : orientations envisageables pour l'avenir) (mars 2011) ;
- l'avis de la FRA sur la proposition de directive concernant la décision d'instruction européenne (EIO) en matière pénale à la demande du Parlement européen, publié en février 2012 ;
- la conférence « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne » en coopération avec la Présidence danoise, mars 2012 ;
- les réponses aux consultations des parties prenantes lancées par la Commission européenne sur des questions liées aux droits fondamentaux ;
- les contributions d'experts aux conférences et événements de l'UE sur des thèmes relatifs aux droits fondamentaux ;
- différentes parties prenantes de la FRA selon le thème ;
- des bulletins mensuels examinant les implications des mesures relatives à l'épidémie de COVID-19 sur les droits fondamentaux dans l'ensemble de l'UE. La collecte de données est réalisée par l'intermédiaire du réseau FRANET. Ces publications mensuelles, qui devaient initialement compter quatre numéros (avril à juillet), pourraient se poursuivre jusqu'à la fin de l'année 2020 (septembre à décembre 2020), si des fonds sont débloqués.

En outre, les abonnements à des revues (scientifiques) et à des périodiques spécialisés, quel qu'en soit le format, et aux ressources électroniques en matière de recherche seront couverts par la présente fiche.

OBJECTIFS DU PROJET

Ce projet est lié à l'ensemble des piliers stratégiques de la FRA.

LIEN AVEC LES PILIERS STRATÉGIQUES DE LA FRA

Ce projet est lié à l'ensemble des piliers stratégiques de la FRA.

PLAN DE PROJET POUR 2020

ACTIVITÉS	RÉSULTATS
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Des activités de collecte des données seront mises en œuvre selon l'évolution des besoins ; ➤ Activités de communication et de sensibilisation ; ➤ Une stratégie de communication et de sensibilisation des parties prenantes, spécifique à chaque projet, sera élaborée. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Collecte de données, communication et activités de communication des parties prenantes ➤ Bulletins mensuels examinant les implications des mesures relatives à l'épidémie de COVID-19 sur les droits fondamentaux.
	GROUPES CIBLES ET BÉNÉFICIAIRES
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Institutions et agences de l'UE ➤ États membres de l'UE ➤ Organisations de la société civile et institutions nationales de défense des droits de l'homme

RESSOURCES PRÉVUES POUR 2020

Ressources humaines		Ressources financières	1 ^{re} priorité	2 ^e priorité	3 ^e priorité
		<i>Recherche et données</i>	141,653	-	360,000
<i>Agents temporaires</i>	0,20	<i>Assistance technique et renforcement des capacités</i>	-	-	-
<i>Agents contractuels</i>	-	<i>Coopération institutionnelle et réseaux</i>	-	-	-
<i>END</i>	-	<i>Communications et événements</i>	60,000	-	-
Total	0,20	Total	201,653	-	360,000

ANNEXE X Marchés publics programmés pour 2020 (décisions de financement)

PROGRAMME STRATÉGIQUE A – DES SOCIÉTÉS JUSTES ET ÉQUITABLES

Domaine d'activité : Intégration et inclusion sociale des Roms

A 2.1 – Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine « Intégration et inclusion sociale des Roms »

L'enveloppe budgétaire globale réservée aux marchés publics en 2020 s'élève à 55,000 EUR (1^{re} priorité) et 76,695 EUR (3^e priorité).

Ligne budgétaire : B0-3130 Intégration et inclusion sociale des Roms

Objet des contrats envisagés : recherche

Type de contrat : contrat spécifique basé sur un contrat-cadre existant

Type de marché : service

Nombre indicatif de contrats envisagés : 35

Calendrier indicatif de lancement de la procédure de passation de marché : 1^{er} trimestre de l'année

Domaine d'activité : Droits de l'enfant

A 4.3 – Expériences des enfants et des jeunes en matière de respect des droits fondamentaux – ventilation des données dans les enquêtes existantes de la FRA

L'enveloppe budgétaire globale réservée aux marchés publics en 2020 s'élève à 58,000 EUR (1^{re} priorité) et 10,000 EUR (3^e priorité).

Ligne budgétaire : B0-3120 Droits de l'enfant

Objet des contrats envisagés : recherche

Type de contrat : marché par entente directe

Type de marché : service

Nombre indicatif de contrats envisagés : 2

Calendrier indicatif de lancement de la procédure de passation de marché : 2^e trimestre de l'année

Ligne budgétaire : B0-3120 Droits de l'enfant

Objet des contrats envisagés : activités de promotion et de communication

Type de contrat : contrat spécifique basé sur un contrat-cadre existant

Type de marché : service

Nombre indicatif de contrats envisagés : 2

Calendrier indicatif de lancement de la procédure de passation de marché : 4^e trimestre de l'année

PROGRAMME STRATÉGIQUE C – MIGRATION ET ASILE

Domaine d'activité : Migration, frontières, asile et intégration des réfugiés et des migrants

C 1.1 – Fournir une expertise en matière de droits fondamentaux dans le domaine des affaires intérieures

L'enveloppe budgétaire globale réservée aux marchés publics en 2020 s'élève à 275,000 EUR (1^{re} priorité) et 263,398 EUR (3^e priorité).

Ligne budgétaire : B0-3300 Migration, frontières, asile et intégration des réfugiés et des migrants

Objet des contrats envisagés : recherche

Type de contrat : contrat spécifique basé sur un contrat-cadre existant

Type de marché : service

Nombre indicatif de contrats envisagés : 29

Calendrier indicatif de lancement de la procédure de passation de marché : 1^{er} trimestre de l'année

Ligne budgétaire : B0-3300 Migration, frontières, asile et intégration des réfugiés et des migrants

Objet des contrats envisagés : assistance technique

Type de contrat : contrat spécifique basé sur un contrat-cadre existant

Type de marché : service

Nombre indicatif de contrats envisagés : 3

Calendrier indicatif de lancement de la procédure de passation de marché : 2^e trimestre de l'année

PROGRAMME STRATÉGIQUE E – COMMUNICATION DES DROITS

Domaine d'activité : Projets et activités couvrant tous les domaines du cadre pluriannuel

E 1.4 Forum des droits fondamentaux 2021

L'enveloppe budgétaire globale réservée aux marchés publics en 2020 s'élève à 200,000 EUR (1^{re} priorité) et 360,000 EUR (3^e priorité)

Ligne budgétaire : B0-3500 Communication et sensibilisation

Objet des contrats envisagés : assistance technique

Type de contrat : contrat direct

Type de marché : service

Nombre indicatif de contrats envisagés : 2

Calendrier indicatif de lancement de la procédure de passation de marché : 2^e trimestre de l'année

Ligne budgétaire : B0-3500 Communication et sensibilisation

Objet des contrats envisagés : activités de promotion et de communication

Type de contrat : contrat spécifique basé sur un contrat-cadre existant

Type de marché : service

Nombre indicatif de contrats envisagés : 4

Calendrier indicatif de lancement de la procédure de passation de marché : 2^e trimestre de l'année

Autres activités couvrant tous les domaines du cadre pluriannuel

O 1.2 Collecte de données complémentaires et autres activités pour le soutien des avis fondés sur des éléments probants destinés aux parties prenantes

L'enveloppe budgétaire globale réservée aux marchés publics en 2020 s'élève à 201,653 EUR (1^{re} priorité) et 360,000 EUR (3^e priorité).

Ligne budgétaire : B03701 – Recherche et collecte de données

Objet des contrats envisagés : recherche

Type de contrat: contrat spécifique basé sur un contrat-cadre existant

Type de marché : service

Nombre indicatif de contrats envisagés : 27

Calendrier indicatif de lancement de la procédure de passation de marché : 2^e trimestre de l'année